

*Motion d'ajournement*

des Canadiens. Il a nommé l'Association médicale canadienne, la Chambre de commerce du Canada, le Conseil des sciences du Canada, le Dr Michel Chrétien, de l'Institut de recherches cliniques, et l'Association canadienne des retraités. Il me faudrait 10 minutes pour énumérer les groupes et les spécialistes qui estiment le projet de loi avantageux.

La deuxième question concernait le Conseil d'examen du prix des médicaments. Le député prétend qu'il aura très peu de pouvoir. Au Canada, dans le cadre du régime actuel, 93 p. 100 des médicaments ne font l'objet d'aucune restriction quant au prix. On peut en demander n'importe quel prix. Il n'existe aucune réglementation, aucun moyen de contrôle. Le député devrait se réjouir d'un mécanisme tendant à abaisser les prix.

Le Dr Eastman, qui a dirigé la commission en 1983, sera président du Conseil. Il se dit optimiste quant à la possibilité de réduire les prix. J'aurais cru qu'au lieu de se montrer aussi pessimiste, le député dirait qu'il approuve le projet de loi et qu'il opte en faveur d'un essai de quatre ans qui nous permettrait de réglementer les prix des 93 p. 100 de médicaments qui n'attirent pas la concurrence des fabricants de produits génériques. J'aurais cru qu'il allait s'en réjouir.

**M. McCurdy:** Monsieur le Président, le député, qui se montre la plupart du temps très raisonnable, a dit que les députés de l'opposition allaient chercher les chiffres n'importe où. Il a lui-même reconnu que la somme d'argent devant être investie dans la recherche dans le cadre de cette mesure législative était inventé. Ces chiffres viennent d'une promesse.

Même cette promesse ne représente pas grand chose, comme on l'a déjà dit, si l'on songe aux prévisions de dépenses du secteur pharmaceutique d'ici 1995 d'après les tendances déjà établies, qui pourraient atteindre le niveau promis par ceux qui essaient de faire appuyer ce projet de loi. Bien des chiffres sont inventés mais pas par des députés néo-démocrates ni par ceux qui s'opposent au projet de loi. Ils sont inventés par ceux qui l'appuient.

Nous avons beaucoup entendu parler de recherche et de développement. Je sais que le député, qui est un homme raisonnable, bien informé et juste, aurait pris la peine de se renseigner à fond pour savoir quelle somme d'argent promise, dans le contexte restreint dont j'ai parlé, serait consacrée à la recherche fondamentale. Je ne parle pas des essais cliniques ni des recherches sur un nouveau conditionnement pour les pilules, de nouvelles couleurs ou un moyen de rendre les médicaments plus appétissants. Je parle de recherche fondamentale, du genre de recherche qui permet de faire des découvertes, notamment de voir par quels mécanismes les virus affectent les cellules. Que fera-t-on comme recherche sur les mécanismes de transmission nerveuse? Quelle recherche fondamentale fera-t-on sur la façon dont les acides nucléiques et les protéines fonctionnent et dont ces fonctions se perturbent? Que fera-t-on comme recherche pour essayer de comprendre cette perturbation, pour permettre de concevoir des médicaments en connaissance de cause et de façon scientifique? Qui nous assure que cette promesse sera respectée, que les multinationales feront des investissements massifs au Canada alors que leurs centres se trouvent à l'étranger?

• (1550)

**M. White:** Monsieur le Président, le député a lancé des chiffres en l'air. Mais en ce qui concerne le gouvernement, ces 800 millions de dollars ne sont pas des chiffres lancés en l'air, mais un engagement en bonne et due forme. Les compagnies concernées ont pris cet engagement. Si le député se donnait la peine d'étudier ce projet de loi, il verrait qu'une période d'examen de quatre ans est prévue, et que des mesures fermes seront prises contre les sociétés qui n'ont pas tenu parole. Quant aux économies que nous fera réaliser ce conseil d'examen du prix des médicaments, nous avons utilisé les mêmes critères et le même barème que le Dr Eastman dans son rapport, et nous les avons intégrés au projet de loi C-22 comme s'il avait été en vigueur de 1969 à 1983. Nous n'avons pas pris ces chiffres au hasard. Nous avons utilisé les critères et la formule dont je viens de parler, et nous en avons tiré des données précises.

Quant à la recherche clinique et à la recherche fondamentale, je sais que les recherches cliniques dans le domaine pharmaceutique sont très importantes pour cette industrie. Des découvertes d'envergure ont été effectuées. La recherche fondamentale est certes importante, mais les recherches cliniques aussi dans l'industrie pharmaceutique et biotechnique. Je ne saurais prédire quelles percées seront effectuées dans ce domaine, mais je peux donner de mémoire trois exemples de scientifiques qui se sont expatriés à cause de l'attribution d'une licence obligatoire.

J'ai parlé à un chercheur de l'hôpital Saint-Boniface de Winnipeg qui m'a dit que deux de ses collègues de l'Université du Manitoba, qui ont découvert de nouveaux composés, ont plié armes et bagages vers un autre pays pour mettre au point ces formules à cause de nos lois sur l'attribution obligatoire d'une licence. Un scientifique de l'Ontario a trouvé une substance organique qui abaisse la tension artérielle. Il s'agissait d'une percée majeure dans ce domaine. Il est parti lui aussi avec armes et bagages vers d'autres lieux à cause de notre système de licence obligatoire. Ce sont pourtant ces gens que nous voulons garder chez nous.

[Français]

**Le président suppléant (M. Paproski):** La période des questions et commentaires est terminée. Débat. Mais avant de donner la parole au député de Saint-Jean-Est (M. Harris), je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir.

## LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

### QUESTIONS À DÉBATTRE

**Le président suppléant (M. Paproski):** En conformité de l'article 66 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: L'honorable député d'Algoma (M. Foster)—Les banques—On demande la publication d'un rapport de l'inspecteur général des banques—La position du gouvernement; l'honorable député de Yukon (M<sup>me</sup> McLaughlin)—Le transport aérien—Le projet de transporter du plutonium dans l'espace aérien canadien—La souveraineté du territoire;